**Atelier : « Quelles institutions/formes de pouvoir alternatives à l’État ?**

15 mars 2018 – Rencontres *Cheminer avec l’effondrement*

Avec : Tobias, Fredou, Grégoire, Barbara, Guillaume

Notes (à compléter par tout qui veut)

\*\*\*

1. **L’État-nation est un concept fragilisé aujourd’hui**

Cette fragilisation est causée par des facteurs multiples :

* La mondialisation des échanges commerciaux + les traités transnationaux
* L’Union européenne imposant certaines normes
* La perte de confiance absolue envers les partis politiques traditionnels (Cf. étude Noir-Jaune-Blues), qui alimente paradoxalement la nostalgie de l’État-Nation et le populisme
* …
1. **Différentes conceptions de l’État (condensé ultra rapide)**
* Hobbes, en deux mots : l’État résulte d’une forme de « troc », on concède de la liberté pour garantir une sécurité. C’est l’institution d’une sécurité des corps. C’est le domaine des grandes fonctions régaliennes.
* Les luttes et mouvements sociaux font de l’État une institution qui mutualise des fonctions collectives protectrices : services publics, sécurité sociale, etc.
* Le néolibéralisme, à partir des années 80, donne l’impression d’un repli de l’État mais c’est une illusion, en réalité l’État prend d’autres rôles, il prend une fonction de « belle-mère du marché » (expression imaginée dans la prise de notes ☺ : la belle-mère « fait chier » mais en même temps elle s’occupe de tout…). Il crée les conditions favorables à l’épanouissement des multinationales…
1. **À quoi sert un État (brainstorming)**

Plus ou moins par ordre historique d’apparition des fonctions…

* Impôts
* Conscription
* Travail forcé
* Sécurité

(Fonctions de base identifiées par l’anthropologue James C. Scott

C’est à mettre en lien avec :

* Garant de la monnaie
* Garant du Droit
* Garant de la propriété privée (cf. mouvement des Enclosures au 17e siècle)
* Organise le marché
* Joue une fonction d’identification collective (drapeau)
* Lien avec la démocratie (droit de vote, élections, constitution)
* Rôle de redistribution
* Sécurité sociale : soins de santé, retraite, chômage, etc.
* Fonctions de base, services publics : transports, eau, réseaux d’énergie…
* Education

Toutes ces fonctions de l’État sont comme des couches successives qui s’accumulent, et qui s’incarnent dans des niveaux de pouvoir parfois distincts.

Cela crée de la complexité. De plus en plus de complexité…

1. **Qu’est-ce qui se délite/s’effondre vs noyaux d’alternatives**
* Impression que ce sont les constructions/fonctions les plus récentes qui semblent les plus menacées d’effondrement, comme si ça se défaisait logiquement.
* Mais pas exactement cela non plus. *Cf*. Yves Cochet : l’effondrement n’est pas un retour à un niveau de complexité antérieur, mais plutôt une récupération des fonctions de l’État par des entités fonctionnelles plus petites, plus démocratiques, plus connectées entre elles. Du moins c’est l’enjeu.

(On donne l’exemple de la politique migratoire : si cela devenait une compétence « municipale » ou régionale, elle serait sans doute moins ferme et vraiment humaine…)

* Mais : décentraliser semble aussi, paradoxalement, plus complexe… (si on reste dans l’exemple migratoire : on ne peut pas avoir 250 politiques migratoires municipales différentes…)
* L’effondrement des sociétés complexes selon J. Tainter : le problème est-il l’augmentation de la complexité ? C’est plutôt l’incapacité d’un État à gérer cette complexité…
* Cela pose la question : quelles institutions pour gérer cette complexité ?
* Une allocation universelle peut-elle aider à cela ? (on ne s’engage pas dans un tel débat ☺)
* Pour prendre en charge les fonctions collectives que l’État ne peut plus accomplir, on a besoin de temps. Il est nécessaire de faire une sorte de pacte, entre la technologie et le temps disponible. Il y a ce modèle 4-4-4-4
	+ 4h de travail hétéronome
	+ 4h de travail collectif
	+ 4h pour prendre soin de ses proches et de sa famille
	+ 4h pour soi
* On évoque les communs comme modèle (ni public ni privé, ni l’État ni le marché). Michel Bauwens (cf. livre *Sauver le monde*, éditions Les Liens qui Libèrent) parle de la perspective d’un État qui agirait comme « facilitateur de communs ».
* Autre question qui se pose : l’État a-t-il déjà été réellement émancipateur ?